

Table des matières

DROIT PÉNAL COMMUN

Droits fondamentaux

Règles de fond

17 octobre 1868. – CONSTITUTION coordonnée (<i>Mémorial A n° 23, 22 octobre 1868</i>)	3
4 novembre 1950. – CONVENTION de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (telle qu'amendée par les protocoles n ^{os} 11 et 14)	3
12 décembre 2007. – CHARTE des droits fondamentaux de l'Union européenne (<i>J.O. C 303, 14 décembre 2007</i>)	5

Règles de procédure

17 octobre 1868. – CONSTITUTION coordonnée (<i>Mémorial A n° 23, 22 octobre 1868</i>)	6
4 novembre 1950. – CONVENTION de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (telle qu'amendée par les protocoles n ^{os} 11 et 14)	6
12 décembre 2007. – CHARTE des droits fondamentaux de l'Union européenne (<i>J.O. C 303, 14 décembre 2007</i>)	7

Code pénal

16 juin 1879. – CODE pénal	8
19 mai 1880. – ARRÊTÉ ROYAL GRAND-DUCAL concernant l'exécution de l'art. 35 du Code pénal (<i>Mémorial A n° 33, 28 mai 1880</i>)	70
19 mai 1880. – ARRÊTÉ ROYAL GRAND-DUCAL concernant l'exécution des art. 346 et 563, 6 ^e , du Code pénal (<i>Mémorial A n° 33, 28 mai 1880</i>)	70
19 mai 1880. – ARRÊTÉ ROYAL GRAND-DUCAL concernant l'exécution des art. 72 et 76 du Code pénal (<i>Mémorial A n° 33, 28 mai 1880</i>)	70
18 juin 1879. – ARRÊTÉ ROYAL GRAND-DUCAL déterminant la mise à exécution du Code pénal révisé et de la loi sur les circonstances atténuantes (<i>Mémorial A n° 58, 30 août 1879</i>)	70
8 mars 2018. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL déterminant la tenue et l'armement du personnel de l'Administration de la nature et des forêts. (<i>Mémorial A n° 189, 14 mars 2018</i>)	70

Code de procédure pénale

9 décembre 1808. – CODE de procédure pénale	73
22 juillet 2008. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL portant exécution de l'article 48-24 du Code d'instruction criminelle et de l'article 34-1 de la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police (<i>Mémorial A n° 126, 27 août 2008</i>)	146

20 octobre 2006. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL arrêtant le récépissé visé au point 7 de l'article 107 du Code d'Instruction criminelle (<i>Mémorial A n° 192, 9 novembre 2006</i>)	148
--	-----

1 ^{er} août 2018. – LOI portant modification 1 ^o du Code pénal; 2 ^o du Code de procédure pénale; 3 ^o du Nouveau Code de procédure civile; 4 ^o de la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne; 5 ^o de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie; 6 ^o de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat; 7 ^o de la loi modifiée du 17 mars 1992 portant 1. approbation de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, faite à Vienne, le 20 décembre 1988; 2. modifiant et complétant la loi du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie; 3. modifiant et complétant certaines dispositions du Code d'instruction criminelle; 8 ^o de la loi modifiée du 14 juin 2001 portant 1. approbation de la Convention du Conseil de l'Europe relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime, faite à Strasbourg, le 8 novembre 1990; 2. modification de certaines dispositions du code pénal; 3. modification de la loi du 17 mars 1992 1. portant approbation de la Convention des Nations-Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, faite à Vienne, le 20 décembre 1988; 2. modifiant et complétant la loi du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie; 3. modifiant et complétant certaines dispositions du Code d'instruction criminelle, en vue d'adapter le régime de confiscation (<i>Mémorial A n° 789, 11 septembre 2018</i>)	149
--	-----

10 août 2018. – LOI portant modification: 1 ^o du Code pénal; 2 ^o du Code de procédure pénale; 3 ^o de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire; en vue de la transposition de la directive (UE) 2016/343 du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2016 portant renforcement de certains aspects de la présomption d'innocence et du droit d'assister à son procès dans le cadre des procédures pénales (<i>Mémorial A n° 795, 12 septembre 2018</i>)	152
---	-----

Abus de biens sociaux

10 août 1915. – LOI concernant les sociétés commerciales (<i>Mémorial A n° 90, 30 octobre 1915</i>)	155
---	-----

Abus de confiance

16 juin 1879. – CODE pénal	156
27 mai 1937. – ARRÊTÉ GRAND-DUCAL portant réglementation de la mise en gage du fonds de commerce (<i>Mémorial A n° 39, 31 mai 1937</i>)	156

Aliments	
25 septembre 1953. – LOI ayant pour objet la réorganisation du contrôle des denrées alimentaires, boissons et produits usuels (<i>Mémorial A n° 62, 10 octobre 1953</i>) ..	157
30 juillet 1913. – LOI sur l'alcool méthylique (<i>Mémorial A n° 53, 2 août 1913</i>) ..	159
28 juillet 2018. – LOI instaurant un système de contrôle et de sanctions relatif aux denrées alimentaires (<i>Mémorial A n° 675, 10 août 2018</i>) ..	160
Amendes	
Généralités	
23 février 2010. – LOI relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux sanctions pénales (<i>Mémorial A n° 31, 9 mars 2010</i>) ..	162
27 juillet 1997. – LOI sur le contrat d'assurance (<i>Mémorial A n° 65, 3 septembre 1997</i>) ..	168
10 août 1991. – LOI sur la profession d'avocat (<i>Mémorial A n° 58, 27 août 1991</i>) ..	169
13 décembre 1988. – LOI communale (<i>Mémorial A n° 64, 13 décembre 1988</i>) ..	169
4 décembre 1967. – LOI modifiée concernant l'impôt sur le revenu (<i>Mémorial A n° 79, 6 décembre 1967</i>) ...	169
15 mars 1803. – CODE civil ..	170
Adaptation des amendes	
8 février 1921. – LOI portant augmentation du taux des amendes à prononcer par les tribunaux répressifs (<i>Mémorial A n° 9, 12 février 1921</i>) ..	171
25 juillet 1947. – LOI portant augmentation du taux des amendes à prononcer par les tribunaux répressifs (<i>Mémorial A n° 37, 2 août 1947</i>) ..	171
19 novembre 1975. – LOI portant augmentation du taux des amendes à prononcer par les tribunaux répressifs (<i>Mémorial A n° 78, 3 décembre 1975</i>) ..	172
13 juin 1994. – LOI relative au régime des peines (<i>Mémorial A n° 59, 7 juillet 1994</i>) ..	174
1 ^{er} août 2001. – LOI relatif au basculement en euro le 1 ^{er} janvier 2002 et modifiant certaines dispositions législatives (<i>Mémorial A n° 117, 18 septembre 2001</i>) ..	174
Amnistie	
21 février 1976. – LOI portant amnistie des condamnations prononcées en exécution des articles 387 à 390 du Code pénal (<i>Mémorial A n° 10, 11 mars 1976</i>) ..	175
8 juin 1968. – LOI portant amnistie des condamnations encourues lors du service militaire obligatoire par les conscrits (<i>Mémorial A n° 31, 9 juillet 1968</i>) ..	175
12 janvier 1955. – LOI portant amnistie de certains faits punissables et commutation de certaines peines en matière d'attentat contre la sûreté extérieure de l'État ou de concours à des mesures de dépossession prises par l'ennemi et instituant des mesures de clémence en matière d'épuration administrative (<i>Mémorial A n° 5, 21 janvier 1955</i>) ..	175
2 août 1921. – LOI relative à l'amnistie (<i>Mémorial A n° 56, 13 août 1921</i>) ..	177
Animaux	
16 juin 1879. – CODE pénal ..	179
9 mai 2008. – LOI relative aux chiens (<i>Mémorial A n° 62, 15 mai 2008</i>) ..	180
27 juin 2018. – LOI sur la protection des animaux (<i>Mémorial A n° 537, 29 juin 2018</i>) ..	184
Armes, munitions et explosifs	
19 juin 1990. – CONVENTION d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des États de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française, relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes ..	187
15 mars 1983. – LOI modifiée sur les armes et munitions (<i>Mémorial A n° 26, 19 avril 1983</i>) ..	189
20 avril 1881. – LOI concernant le transport et le commerce des matières explosives (<i>Mémorial A n° 26, 23 avril 1881</i>) ..	195
16 juin 1879. – CODE pénal ..	195
25 juin 1814. – ORDONNANCE du directeur de la police défendant le tir dans l'intérieur des localités (<i>Mémorial A n° 2, 2 janvier 1814</i>) ..	196
Assurances	
6 décembre 1991. – LOI sur le secteur des assurances (<i>Mémorial A n° 84, 23 décembre 1991</i>) ..	197
16 avril 2003. – LOI relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automobiles (<i>Mémorial A n° 62, 8 mai 2003</i>) ..	199
Avortement (IVG)	
16 juin 1879. – CODE pénal ..	200
15 novembre 1978. – LOI relative à l'information sexuelle, à la prévention de l'avortement clandestin et à la réglementation de l'interruption de la grossesse. (<i>Mémorial A n° 81, 6 décembre 1978</i>) ..	200
Banqueroute	
16 juin 1879. – CODE pénal ..	203
15 septembre 1807. – CODE de commerce ..	204
24 mai 1935. – ARRÊTÉ GRAND-DUCAL complétant la législation relative aux sursis de paiement, au concordat préventif de la faillite et à la faillite par l'institution du régime de la gestion contrôlée (<i>Mémorial A n° 35, 25 mai 1935</i>) ..	205
14 avril 1886. – LOI concernant le concordat préventif de la faillite (<i>Mémorial A n° 21, 15 avril 1886</i>) ..	205

Blanchiment

16 juin 1879. – CODE pénal	207
12 novembre 2004. – LOI relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme portant transposition de la directive 2001/97/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 décembre 2001 modifiant la directive 91/308/CEE du Conseil relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et modifiant: 1. le Code pénal; 2. le Code d'instruction criminelle; 3. la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire; 4. la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier; 5. la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier; 6. la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances; 7. la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat; 8. la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat; 9. la loi modifiée du 28 juin 1984 portant organisation de la profession de réviseurs d'entreprises; 10. la loi du 10 juin 1999 portant organisation de la profession d'expert-comptable; 11. la loi modifiée du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris relatifs aux épreuves sportives; 12. la loi générale des impôts («Abgabenordnung») (<i>Mémorial A n° 183, 19 novembre 2004</i>)	208
9 décembre 1976. – LOI relative à l'organisation du notariat (<i>Mémorial A n° 76, 14 décembre 1976; Rect. Mémorial A n° 84, 31 décembre 1976</i>)	238
19 février 1973. – LOI concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (<i>Mémorial A n° 83, 29 octobre 1992</i>)	238
14 juin 2001. – LOI portant 1. approbation de la Convention du Conseil de l'Europe relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime, faite à Strasbourg, le 8 novembre 1990; 2. modification de certaines dispositions du Code pénal; 3. modification de la loi du 17 mars 1992: 1. portant approbation de la Convention des Nations-Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, faite à Vienne, le 20 décembre 1988; 2. modifiant et complétant la loi du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie; 3. modifiant et complétant certaines dispositions du Code d'instruction criminelle (<i>Mémorial A n° 81, 17 juillet 2001</i>)	239
13 janvier 2019. – LOI instituant un Registre des bénéficiaires effectifs et portant 1 ^o transposition des dispositions de l'article 30 de la directive (UE) 2015/849 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, modifiant le règlement (UE) n° 648/2012 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 2006/70/CE de la Commission; 2 ^o modification de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises (<i>Mémorial A n° 15, 15 janvier 2019</i>)	247
27 octobre 2010. – LOI portant organisation des contrôles du transport physique de l'argent liquide entrant au, transitant par le ou sortant du Grand-Duché de Luxembourg (<i>Mémorial A n° 193, 3 novembre 2010</i>) ..	247

Casier judiciaire

29 mars 2013. – LOI relative à l'organisation du casier judiciaire et aux échanges d'informations extraites du casier judiciaire entre les États membres de l'Union européenne et modifiant: 1) le Code d'instruction criminelle; 2) le Code pénal; 3) la loi modifiée du 13 juillet 1949 ayant pour objet de majorer certains droits d'enregistrement et de timbre et des taxes diverses; 4) la loi modifiée du 12 janvier 1955 portant amnistie de certains faits punissables et commutation de certaines peines en matière d'attentat contre la sûreté extérieure de l'Etat ou de concours à des mesures de dépossession prises par l'ennemi et instituant des mesures de clémence en matière d'épuration administrative; 5) la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire (<i>Mémorial A n° 85, 6 mai 2013</i>)	249
23 juillet 2016. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL fixant la liste des administrations et personnes morales de droit public pouvant demander un bulletin N° 2 ou N° 3 du casier judiciaire avec l'accord écrit ou électronique de la personne concernée (<i>Mémorial A n° 154, 4 août 2016</i>).	256

Cassation pénale

9 décembre 1808. – CODE de procédure pénale	257
18 février 1885. – LOI sur les pourvois et la procédure en cassation (<i>Mémorial A n° 23, 18 avril 1885</i>)	258

Chasse et pêche

25 mai 2011. – LOI relative à la chasse (<i>Mémorial A n° 111, 31 mai 2011</i>)	260
13 mars 2015. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL déterminant les mesures de sécurité à respecter par les chasseurs et les tiers. (<i>Mémorial A n° 51, 20 mars 2015</i>)	261
28 juin 1976. – LOI portant réglementation de la pêche dans les eaux intérieures (<i>Mémorial A n° 43, 28 juillet 1976</i>)	262
21 novembre 1984. – LOI a) portant approbation de la convention entre le Grand-Duché, d'une part, et les Länder de Rhénanie-Palatinat et de la Sarre de la République Fédérale d'Allemagne, d'autre part, portant nouvelle réglementation de la pêche dans les eaux frontalières relevant de leur souveraineté commune, signée à Trèves, le 24 novembre 1975; b) complétant l'article 1 ^{er} B II de la loi du 26 février 1973 portant extension de la compétence des tribunaux de police en matière répressive (<i>Mémorial A n° 104, 30 novembre 1984; Rect. Mémorial A n° 7, 14 février 1985</i>)	263
4 mai 1802. – LOI relative aux contributions indirectes (<i>Mémorial A n° 3, 3 janvier 1802</i>)	263
10 Juin 1732. – ORDONNANCE et RÈGLEMENT DE SA MAJESTÉ IMPÉRIALE ET CATHOLIQUE, sur le fait de la Chasse et de la Pêche dans le Duché de Luxembourg et Comté de Chiny (<i>Mémorial A n° 1, 10 juin 1732</i>)	264
13 août 1669. – ORDONNANCE sur le fait des Eaux et Forêts (<i>Mémorial A n° 1, 1^{er} janvier 1669</i>)	264
8 avril 1623. – ORDONNANCES sur les Coutumes générales des Pays. Duché de Luxembourg et Comté de Chiny, homologuée le 8 avril 1623	268

Chèques

26 février 1987. – TEXTE COORDONNÉ de la loi sur les chèques, annexée à la Convention de Genève du 19 mars 1931 et approuvée par la loi du 14 mars 1968, telle qu'elle a été modifiée par la loi du 4 juillet 1968 portant introduction dans la législation nationale de la loi uniforme sur les chèques et sa mise en vigueur, et par la loi du 16 janvier 1987 portant modification de la loi sur les chèques (*Mémorial A n° 8, 26 février 1987*)

269

Circulation routière

14 février 1955. – LOI concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques (*Mémorial A n° 15, 7 mars 1955; Rect. Mémorial A n° 26, 19 avril 1955*)

270

23 novembre 1955. – ARRÊTÉ GRAND-DUCAL portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques (*Mémorial A n° 66, 2 décembre 1955*)

294

26 août 1993. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL «relatif aux avertissements taxés, aux consignations pour contrevenants non résidents ainsi qu'aux mesures d'exécution de la législation en matière de mise en fourrière des véhicules et en matière de permis à points» (*Règl. g.-d. du 2 août 2002*) (*Mémorial A n° 69, 28 août 1993*)

381

9 avril 1986. – LOI relative aux équipements spéciaux des véhicules destinés à transporter ou à utiliser comme carburant des matières pouvant présenter un danger pour la sécurité, la salubrité ou la santé publique (*Mémorial A n° 32, 24 avril 1986*)

386

16 avril 2003. – LOI relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automobiles (*Mémorial A n° 62, 8 mai 2003*)

386

10 mai 1794. – ORDONNANCE de l'empereur François II du 10 mai 1794 sur la police des grandes routes dans le Duché du Luxembourg

387

28 septembre 1791. – DÉCRET concernant les biens et usages ruraux et la police rurale (*Mémorial A n° 3, 3 janvier 1791*)

387

19 décembre 2014. – LOI facilitant l'échange transfrontalier d'informations concernant les infractions en matière de sécurité routière. (*Mémorial A n° 250, 23 décembre 2014*)

388

Collectes à domicile

18 décembre 1873. – LOI sur les collectes à domicile (*Mémorial A n° 34, 24 décembre 1873*)

390

Concurrence et prix

16 juin 1879. – CODE pénal

391

23 octobre 2011. – LOI relative à la concurrence (*Mémorial A n° 218, 28 octobre 2011*)

392

23 décembre 2016. – LOI relative aux abus de marché et portant: 1. mise en œuvre du règlement (UE) n° 596/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 sur les abus de marché (règlement relatif aux abus de marché) et abrogeant la directive 2003/6/CE du Parlement européen et du Conseil et les directives 2003/124/CE, 2003/125/CE et 2004/72/CE de la Commission; 2. transposition de: a) la directive 2014/57/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relative aux sanctions pénales applicables aux abus de marché (directive relative aux abus de marché); b) la directive d'exécution (UE) 2015/2392 de la Commission du 17 décembre 2015 relative au règlement (UE) n° 596/2014 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le signalement aux autorités compétentes des violations potentielles ou réelles dudit règlement; 3. modification de la loi modifiée du 11 janvier 2008 relative aux obligations de transparence des émetteurs; et 4. abrogation de la loi modifiée du 9 mai 2006 relative aux abus de marché (*Mémorial A n° 279, 27 décembre 2016*)

397

9 décembre 1965. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL portant réglementation des prix imposés et du refus de vente (*Mémorial A n° 71, 15 décembre 1965*)

400

31 mai 1935. – ARRÊTÉ GRAND-DUCAL sur la spéculation illicite en matière de denrées et marchandises, papiers et effets publics (*Mémorial A n° 36, 1^{er} juin 1935*)

400

10 août 1915. – LOI concernant les sociétés commerciales (*Mémorial A n° 90, 30 octobre 1915*)

401

Confiscation et saisie

16 juin 1879. – CODE pénal

402

19 février 1973. – LOI concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (*Mémorial A n° 83, 29 octobre 1992*)

404

14 février 1955. – LOI concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques (*Mémorial A n° 15, 7 mars 1955; Rect. Mémorial A n° 26, 19 avril 1955*)

404

8 octobre 1844. – ARRÊTÉ réglant l'emploi des objets mobiliers appartenant à l'État et mis hors d'usage, ainsi que des objets confisqués au profit de l'État (*Mémorial A n° 48, 19 octobre 1844*)

408

5 juillet 2016. – LOI 1. portant réorganisation du Service de renseignement de l'État; 2. modifiant – le Code d'instruction criminelle, – la loi du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité, et – la loi du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions d'avancement des fonctionnaires de l'État (*Mémorial A n° 129, 15 juillet 2016*)

409

18 juillet 2018. – LOI concernant la protection de la nature et des ressources naturelles et modifiant 1° la loi modifiée du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement; 2° la loi modifiée du 5 juin 2009 portant création de l'Administration de la nature et des forêts; 3° la loi modifiée du 3 août 2005 concernant le partenariat entre les syndicats de communes et l'État et la restructuration de la démarche scientifique en matière de protection de la nature et des ressources naturelles. (*Mémorial A n° 771, 5 septembre 2018*)

410

Coopération judiciaire en matière pénale

Conventions multilatérales et traités**Union européenne**

- 25 mars 1957. – TRAITÉ sur le fonctionnement de l'Union européenne (Traité de Rome) – Version consolidée (*J.O. C 202, 7 juin 2016; Rect. J.O. C 400, 28 octobre 2016*) 412
- 29 mai 2000. – CONVENTION établie par le Conseil conformément à l'article 34 du traité sur l'Union européenne, relative à l'entraide judiciaire en matière pénale entre les États membres de l'Union européenne, faite à Bruxelles (*J.O. C 197, 12 juillet 2000*)..... 413
- 27 octobre 2010. – LOI portant 1. approbation de la Convention du 29 mai 2000 relative à l'entraide judiciaire en matière pénale entre les États membres de l'Union européenne 2. approbation du Protocole du 16 octobre 2001 à la Convention relative à l'entraide judiciaire en matière pénale entre les États membres de l'Union européenne 3. modification de certaines dispositions du Code d'instruction criminelle et de la loi du 8 août 2000 sur l'entraide judiciaire internationale en matière pénale (*Mémorial A n° 194, 3 novembre 2010*) 422
- 29 mai 2000. – RAPPORT EXPLICATIF concernant la Convention du 29 mai 2000 relative à l'entraide judiciaire en matière pénale entre les États membres de l'Union européenne (*J.O. C 379, 29 décembre 2000*)... 423
- 16 octobre 2001. – ACTE du Conseil établissant, conformément à l'article 34 du traité sur l'Union européenne, le protocole à la convention relative à l'entraide judiciaire en matière pénale entre les États membres de l'Union européenne (*J.O. C 326, 21 novembre 2001*)... 440
- 16 octobre 2001. – PROTOCOLE à la Convention relative à l'entraide judiciaire en matière pénale entre les États membres de l'Union européenne, établi par le Conseil conformément à l'article 34 du traité sur l'Union européenne (*J.O. C 326, 21 novembre 2001*)... 440

Conseil de l'Europe

- 20 avril 1959. – CONVENTION européenne d'entraide judiciaire en matière pénale. 444
- 17 mars 1978. – PROTOCOLE additionnel à la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale 448
- 20 avril 1989. – CONVENTION sur les opérations financières des «initiés»..... 449

Schengen

- 19 juin 1990. – CONVENTION d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des États de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française, relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes..... 450

Benelux

- 27 juin 1962. – TRAITÉ d'extradition et d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas 451

Criminalité transnationale et terrorisme

- 22 décembre 2006. – LOI portant 1. approbation du Traité entre le Royaume de Belgique, la République fédérale d'Allemagne, le Royaume d'Espagne, la République française, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas et la République d'Autriche relatif à l'approfondissement de la coopération transfrontalière, notamment en vue de lutter contre le terrorisme, la criminalité transfrontalière et la migration illégale, ainsi que de la Déclaration commune, signés à Prüm le 27 mai 2005, 2. modification de la loi du 21 décembre 2004 portant approbation du Traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume des Pays-Bas et le Grand-Duché de Luxembourg en matière d'intervention policière transfrontalière, signé à Luxembourg, le 8 juin 2004, 3. modification de la loi du 25 août 2006 relative aux empreintes génétiques en matière pénale, et 4. modification de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire (*Mémorial A n° 234, 28 décembre 2006*)..... 454
- 18 décembre 2007. – LOI portant approbation de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies à New York, le 15 novembre 2000 (*Mémorial A n° 242, 28 décembre 2007*)..... 462
- 13 mai 1981. – LOI portant approbation de la Convention européenne pour la répression du terrorisme, signée à Strasbourg, le 27 janvier 1977 (*Mémorial A n° 31, 22 mai 1981*)..... 472

Conventions bilatérales**Allemagne**

- 19 avril 1849. – ARRÊTÉ ROYAL GRAND-DUCAL concernant une convention conclue entre les Gouvernements du Grand-Duché et de la Prusse, pour la répression des délits forestiers, de chasse et de pêche, commis sur le territoire limitrophe des deux pays, signée à La Haye, le 9 février 1849 (*Mémorial A n° 49, 3 mai 1849*)..... 474

Australie

- 24 octobre 1988. – TRAITÉ d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Grand-Duché de Luxembourg et l'Australie (*Mémorial A n° 5, 3 février 1994*)..... 476

Belgique

- 15-19 avril 1882. – DÉCLARATION échangée entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Belgique au sujet de la répression des infractions en matière forestière, rurale, de chasse et de pêche 480

Etats-Unis d'Amérique

- 25 juin 2003. – ACCORD entre l'Union européenne et les États-Unis d'Amérique en matière d'entraide judiciaire (*Mon. 8 mars 2010; J.O. L 181, 19 juillet 2003; Rect. J.O. L 101, 21 avril 2005*) 481

21 décembre 2007. – LOI portant approbation: 1. de l'Accord entre l'Union européenne et les États-Unis d'Amérique en matière d'entraide judiciaire, fait à Washington, le 25 juin 2003; 2. de l'Accord entre l'Union européenne et les États-Unis d'Amérique en matière d'extradition, fait à Washington, le 25 juin 2003; 3. de l'Instrument prévu par l'article 3, paragraphe 2(a) de l'Accord en matière d'extradition signé le 25 juin 2003 entre les États-Unis d'Amérique et l'Union européenne, relatif à l'application du Traité d'extradition signé le 1^{er} octobre 1996 entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, signé à Washington, le 1^{er} février 2005; 4. de l'Instrument prévu par l'article 3, paragraphe 2(a) de l'Accord en matière d'entraide judiciaire signé le 25 juin 2003 entre les États-Unis d'Amérique et l'Union européenne, relatif à l'application du Traité d'entraide judiciaire en matière pénale signé le 13 mars 1997 entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, signé à Washington, le 1^{er} février 2005 (*Mémorial A n° 245, 31 décembre 2007; Rect. Mémorial A n° 17, 13 février 2008*). 485

23 novembre 2000. – LOI portant approbation du Traité d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique ainsi que de l'échange de lettres y relatif, signés à Luxembourg, le 13 mars 1997 (*Mémorial A n° 130, 15 décembre 2000*) 486

Japon

30 novembre 2009. – ACCORD entre l'Union européenne et le Japon relatif à l'entraide judiciaire en matière pénale (*J.O. L 39, 12 février 2010*). 490

Suisse

18 décembre 2008. – LOI portant approbation de l'accord de coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part, pour lutter contre la fraude et toute autre activité illégale portant atteinte à leurs intérêts financiers (*Mémorial A n° 204, 24 décembre 2008*) 498

Législation nationale

1^{er} août 2018. – LOI portant 1^o transposition de la directive 2014/41/UE du Parlement européen et du Conseil du 3 avril 2014 concernant la décision d'enquête européenne en matière pénale; 2^o modification du Code de procédure pénale; 3^o modification de la loi modifiée du 8 août 2000 sur l'entraide judiciaire internationale en matière pénale (*Mémorial A n° 787, 11 septembre 2018*) 504

7 mars 1980. – LOI sur l'organisation judiciaire (*Mémorial A n° 12, 14 mars 1980*) 515

8 août 2000. – LOI sur l'entraide judiciaire internationale en matière pénale (*Mémorial A n° 98, 18 septembre 2000*) 518

18 mai 1999. – LOI introduisant certaines mesures visant à faciliter la coopération avec: 1) le Tribunal international créé par le Conseil de Sécurité des Nations Unies dans sa Résolution 827 du 25 mai 1993 pour le jugement des personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ancienne République fédérative socialiste de Yougoslavie depuis 1991 2) le Tribunal international créé par le Conseil de Sécurité des Nations Unies dans sa Résolution 955 du 8 novembre 1994 pour le jugement des personnes présumées responsables d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais présumés responsables de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins, entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 1994 (*Mémorial A n° 66, 11 juin 1999*) 520

21 mars 2006. – LOI sur les équipes communes d'enquête (*Mémorial A n° 57, 31 mars 2006*) 522

Coopération policière

25 mars 1957. – TRAITÉ sur le fonctionnement de l'Union européenne (Traité de Rome) – Version consolidée (*J.O. C 202, 7 juin 2016; Rect. J.O. C 400, 28 octobre 2016*) 526

19 juin 1990. – CONVENTION d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des États de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française, relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes. 527

29 mai 1998. – LOI portant approbation de la Convention sur la base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne portant création d'un Office européen de police (Convention Europol), signée à Bruxelles, le 26 juillet 1995 (*Mémorial A n° 42, 10 juin 1998*) 531

20 janvier 1999. – LOI portant approbation du Protocole établissant, sur la base de l'article K.3 du Traité sur l'Union Européenne et de l'article 41, paragraphe 3 de la Convention EUROPOL, les privilèges et immunités d'Europol, des membres de ses organes, de ses directeurs adjoints et de ses agents, signé à Bruxelles, le 19 juin 1997 (*Mémorial A n° 5, 28 janvier 1999*) 542

29 mai 1998. – LOI portant approbation du Protocole établi sur la base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne, concernant l'interprétation, à titre préjudiciel, par la Cour de Justice des Communautés européennes de la Convention portant création d'un Office européen de police, signé à Bruxelles, le 24 juillet 1996 (*Mémorial A n° 42, 20 juin 1998*) 543

21 décembre 2004. – LOI portant approbation du Traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume des Pays-Bas et le Grand-Duché de Luxembourg en matière d'intervention policière transfrontalière, signé à Luxembourg, le 8 juin 2004 (*Mémorial A n° 208, 30 décembre 2004*) 544

22 décembre 2006. – LOI portant 1. approbation du Traité entre le Royaume de Belgique, la République fédérale d'Allemagne, le Royaume d'Espagne, la République française, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas et la République d'Autriche relatif à l'approfondissement de la coopération transfrontalière, notamment en vue de lutter contre le terrorisme, la criminalité transfrontalière et la migration illégale, ainsi que de la Déclaration commune, signés à Prüm le 27 mai 2005, 2. modification de la loi du 21 décembre 2004 portant approbation du Traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume des Pays-Bas et le Grand-Duché de Luxembourg en matière d'intervention policière transfrontalière, signé à Luxembourg, le 8 juin 2004, 3. modification de la loi du 25 août 2006 relative aux empreintes génétiques en matière pénale, et 4. modification de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire (<i>Mémorial A n° 234, 28 décembre 2006</i>).....	550	22 juillet 2003. – DÉCISION-CADRE 2003/568/JAI relative à la lutte contre la corruption dans le secteur privé (<i>J.O. L 192, 31 juillet 2003</i>).....	590
28 avril 2014. – LOI portant approbation – de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, le Gouvernement du Royaume de Belgique, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et le Gouvernement de la République française, concernant la mise en place et l'exploitation d'un centre commun de coopération policière et douanière dans la zone frontalière commune, signé à Luxembourg, le 24 octobre 2008; – de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française relatif à la coopération dans leurs zones frontalières entre les autorités de police et les autorités douanières, signé à Luxembourg, le 15 octobre 2001 (<i>Mémorial A n° 70, 6 mai 2014</i>).....	558	30 mars 2001. – LOI du portant approbation 1) de la Convention établie sur la base de l'article K.3 du Traité sur l'Union Européenne, relative à la protection des intérêts financiers des Communautés Européennes, signée à Bruxelles, le 26 juillet 1995; 2) du Protocole établi sur la base de l'article K.3 du Traité sur l'Union Européenne, à la Convention relative à la protection des intérêts financiers des Communautés Européennes, signé à Dublin, le 27 septembre 1996; 3) du Protocole établi sur la base de l'article K.3 du Traité sur l'Union Européenne, concernant l'interprétation, à titre préjudiciel, par la Cour de Justice des Communautés Européennes, de la Convention relative à la protection des intérêts financiers des Communautés Européennes, signé à Bruxelles, le 29 novembre 1996 et portant modification d'autres dispositions légales (<i>Mémorial A n° 47, 26 avril 2001</i>).....	592
		15 janvier 2001. – REPUBLICATION du texte de la loi portant approbation de la Convention de l'Organisation de coopération et de développement économiques du 21 novembre 1997 sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales et relatif aux détournements, aux destructions d'actes et de titres, à la concussion, à la prise illégale d'intérêts, à la corruption et portant modification d'autres dispositions légales (<i>Mémorial A n° 34, 22 mars 2001</i>).....	597
			Covid
		20 juin 2020. – LOI portant adaptation temporaire de certaines modalités procédurales en matière pénale (<i>Mémorial A n° 542, 25 juin 2020</i>).....	602
Corruption			
16 juin 1879. – CODE pénal	564		
1 ^{er} août 2007. – LOI portant 1. approbation de la Convention des Nations Unies contre la corruption, adoptée par l'assemblée générale des Nations Unies à New York le 31 octobre 2003 et ouverte à la signature à Mérida (Mexique) le 9 décembre 2003, 2. modification de l'article 12, point 5 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (L.I.R.) (<i>Mémorial A n° 158, 24 août 2007</i>).....	566		
23 mai 2005. – LOI portant approbation: a) de la Convention établie sur la base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne, relative à la lutte contre la corruption impliquant des fonctionnaires des Communautés européennes ou des fonctionnaires des États membres de l'Union européenne, signée à Bruxelles, le 26 mai 1997; b) du deuxième Protocole établi sur la base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne, à la Convention relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes, signé à Bruxelles, le 19 juin 1997; c) de la Convention pénale sur la corruption, signée à Strasbourg, le 27 janvier 1999; d) du Protocole additionnel à la Convention pénale sur la corruption, signé à Strasbourg, le 15 mai 2003; et modifiant et complétant certaines dispositions du Code pénal (<i>Mémorial A n° 74, 9 juin 2005</i>).....	581		
			Débites de boissons
		29 juin 1989. – LOI portant réforme du régime des cabarets (<i>Mémorial A n° 43, 29 juin 1989</i>).....	604
		23 février 1977. – LOI modifiant la loi du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (<i>Mémorial A n° 12, 15 mars 1977</i>).....	610
		15 juillet 1993. – LOI concernant les débits de boissons non alcooliques (<i>Mémorial A n° 53, 23 juillet 1993</i>)....	610
		22 décembre 2006. – LOI portant interdiction de la vente de boissons alcooliques à des mineurs de moins de seize ans (<i>Mémorial A n° 237, 29 décembre 2006</i>)....	610
			Délais
		22 décembre 1986. – LOI relative au relevé de la déchéance résultant de l'expiration d'un délai imparti pour agir en justice (<i>Mémorial A n° 108, 30 décembre 1986</i>) ...	611
		30 mai 1984. – LOI portant 1) approbation de la Convention européenne sur la computation des délais signée à Bâle, le 16 mai 1972; 2) modification de la législation sur la computation des délais (<i>Mémorial A n° 57, 16 juin 1984</i>)....	611

20 juin 2020. – LOI portant 1° prorogation de mesures concernant a) la tenue d'audiences publiques pendant l'état de crise devant les juridictions dans les affaires soumises à la procédure écrite; b) certaines adaptations de la procédure de référé exceptionnel devant le juge aux affaires familiales; c) la suspension des délais en matière juridictionnelle, et d) d'autres modalités procédurales; 2° dérogation temporaire aux articles 74 à 76 et 83 de la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat; 3° dérogation temporaire aux articles 15 et 16 de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat; et 4° modification de l'article 89 de la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise (*Mémorial A n° 523, 24 juin 2020; Rect. Mémorial A n° 559, 1^{er} juillet 2020*). 613

Déni de justice

17 octobre 1868. – CONSTITUTION coordonnée (*Mémorial A n° 23, 22 octobre 1868*). 614
 15 mars 1803. – CODE civil. 614
 16 juin 1879. – CODE pénal. 615

Détention préventive

9 décembre 1808. – CODE de procédure pénale 616
 30 décembre 1981. – LOI portant indemnisation en cas de détention préventive inopérante (*Mémorial A n° 102, 30 décembre 1981*). 619
 5 juillet 2016. – LOI relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux décisions relatives à des mesures de contrôle en tant qu'alternative à la détention provisoire et portant modification du Code pénal (*Mémorial A n° 123, 8 juillet 2016*). 619

Domiciliation

31 mai 1999. – LOI régissant la domiciliation des sociétés et - modifiant et complétant certaines dispositions de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales; - modifiant et complétant certaines dispositions de la loi modifiée du 23 décembre 1909 portant création d'un registre de commerce et des sociétés; - modifiant et complétant la loi modifiée du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales; - complétant la loi du 12 juillet 1977 relative aux sociétés de participations financières (holding companies); - modifiant et complétant certaines dispositions de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier; - complétant la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances (*Mémorial A n° 77, 21 juin 1999*). 628

Données bancaires

25 mars 2020. – LOI instituant un système électronique central de recherche de données concernant des comptes de paiement et des comptes bancaires identifiés par un numéro IBAN et des coffres-forts tenus par des établissements de crédit au Luxembourg et portant modification: 1° de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme; 2° de la loi modifiée du 5 juillet 2016 portant réorganisation du Service de renseignement de l'État; 3° de la loi du 30 mai 2018 relative aux marchés d'instruments financiers; 4° de la loi du 13 janvier 2019 instituant un Registre des bénéficiaires effectifs; en vue de la transposition: 1° de l'article 1^{er}, points 19 et 29, de la directive (UE) 2018/843 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 modifiant la directive (UE) 2015/849 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme ainsi que les directives 2009/138/CE et 2013/36/UE; 2° de l'article 1^{er}, point 28, lettre d), de la directive (UE) 2019/878 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 modifiant la directive 2013/36/UE en ce qui concerne les entités exemptées, les compagnies financières holding, les compagnies financières holding mixtes, la rémunération, les mesures et pouvoirs de surveillance et les mesures de conservation des fonds propres; 3° de l'article 64, point 5, de la directive (UE) 2019/2034 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 concernant la surveillance prudentielle des entreprises d'investissement et modifiant les directives 2002/87/CE, 2009/65/CE, 2011/61/UE, 2013/36/UE, 2014/59/UE et 2014/65/UE (*Mémorial A n° 193, 26 mars 2020*). 629

Dopage sportif

3 août 2005. – LOI concernant le sport et portant a) modification de la loi modifiée du 7 juin 1937 ayant pour objet la réforme de la loi du 31 octobre 1919 portant règlement légal du louage de service des employés privés; b) modification du code des assurances sociales; c) dérogation aux articles 5 et 9 de la loi modifiée du 24 mai 1989 sur le contrat de travail (*Mémorial A n° 131, 17 août 2005*). 634

Droit du travail

31 juillet 2006. – CODE du travail (*Mémorial A n° 149, 29 août 2006*). 635
 5 mars 1928. – LOI portant approbation des Conventions qui ont été adoptées par la Conférence Internationale du Travail au cours de ses dix premières sessions (1919 à 1927) (*Mémo. A n° 13, 19 mars 1928*). 657
 24 février 1931. – LOI portant approbation des Conventions qui ont été adoptées par la Conférence internationale du Travail au cours de sa douzième session (30 mai-21 juin 1929) (*Mémorial A n° 11, 28 février 1931*). 657

Élections

- 18 février 2003. – LOI électorale (*Mémorial A n° 30, 21 février 2003*) 659
- 4 février 2005. – LOI relative au référendum au niveau national (*Mémorial A n° 27, 3 mars 2005*) 661

Électricité et gaz

- 1^{er} août 2007. – LOI 1) relative à l'organisation du marché de l'électricité; 2) instaurant un poste de Commissaire du Gouvernement à l'Énergie; 3) abrogeant – la loi modifiée du 14 décembre 1967 portant institution d'un poste de Commissaire du Gouvernement, portant création d'un service de l'énergie de l'État et concernant l'exploitation des centrales hydro-électriques d'Esch-sur-Sûre et de Rosport; – la loi du 4 janvier 1928 concernant l'établissement et l'exploitation des réseaux de distribution d'énergie électrique dans le Grand-Duché de Luxembourg approuvant la convention de concession du 11 novembre 1927 ainsi que ses annexes; – la loi du 30 juin 1927 approuvant le contrat de fourniture de courant du 11 avril 1927 pour l'électrification du Grand-Duché de Luxembourg; – la loi du 2 février 1924 concernant les distributions d'énergie électrique dans le Grand-Duché de Luxembourg; – la loi modifiée du 24 juillet 2000 relative à l'organisation du marché de l'électricité; et 4) modifiant – la loi du 30 mai 2005 portant 1) organisation de l'Institut Luxembourgeois de Régulation; 2) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État; – la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État (*Mémorial A n° 152, 21 août 2007*) 662
- 1^{er} août 2007. – LOI relative à l'organisation du marché du gaz naturel et abrogeant la loi modifiée du 6 avril 2001 relative à l'organisation du marché du gaz naturel et portant modification 1) de la loi modifiée du 24 juillet 2000 relative à l'organisation du marché de l'électricité et 2) de la loi modifiée du 14 décembre 1967 portant institution d'un poste de commissaire du Gouvernement, portant création d'un service de l'énergie de l'État et concernant l'exploitation des centrales hydro-électriques d'Esch-sur-Sûre et de Rosport (*Mémorial A n° 153, 21 août 2007*) 663

Empreintes génétiques

- 25 août 2006. – LOI relative aux procédures d'identification par empreintes génétiques en matière pénale et portant modification du Code d'instruction criminelle (*Mémorial A n° 163, 8 septembre 2006*) 665
- 1^{er} avril 2011. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL portant exécution de l'article 3 de la loi modifiée du 25 août 2006 relative aux procédures d'identification par empreintes génétiques en matière pénale (*Mémorial A n° 63, 8 avril 2011*) 670

Entrave à l'expropriation

- 15 mars 1979. – LOI sur l'expropriation pour cause d'utilité publique (*Mémorial A n° 25, 28 mars 1979*) ... 671

Escroquerie à subventions

- 16 juin 1879. – CODE pénal 672
- 31 juillet 2006. – CODE du travail (*Mémorial A n° 149, 29 août 2006*) 673
- 17 décembre 1925. – CODE de la sécurité sociale (*Mémorial A n° 63, 17 décembre 1925*) 673
- 16 avril 2003. – LOI relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automobiles (*Mémorial A n° 62, 8 mai 2003*) 674
- 12 mars 1984. – LOI relative à l'indemnisation de certaines victimes de dommages corporels résultant d'une infraction et à la répression de l'insolvabilité frauduleuse (*Mémorial A n° 25, 22 mars 1984*) 674
- 30 juillet 1960. – LOI concernant la création d'un Fonds national de solidarité (*Mémorial A n° 49, 6 août 1960*) 675

Escroquerie fiscale

- 22 mai 1931. – Abgabenordnung (LOI générale des impôts) (*Mémorial A n° 900, 22 mai 1931*) 676

Établissements classés

- 10 juin 1999. – LOI relative aux établissements classés (*Mémorial A n° 100, 28 juillet 1999*) 679

Établissements pénitentiaires

- 24 mars 1989. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL concernant l'administration et le régime interne des établissements pénitentiaires (*Mémorial A n° 17, 3 avril 1987*) .. 690
- 20 juillet 2018. – LOI portant réforme de l'administration pénitentiaire et 1) modification – du Code pénal; – du Code de procédure pénale; – du Code de la sécurité sociale; – de la loi du 3 avril 1893 concernant l'approbation de la fondation Theisen à Givenich; – de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie; – de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat; – de la loi modifiée du 17 avril 1998 portant création d'un établissement public dénommé «centre hospitalier neuropsychiatrique»; – de la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois; – de la loi du 10 décembre 2009 relative à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux; – de la loi modifiée du 25 mars 2015 instituant un régime de pension spécial transitoire pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois, ainsi que; 2) abrogation – de la loi modifiée du 21 mai 1964 portant 1. réorganisation des établissements pénitentiaires et des maisons d'éducation; 2. création d'un service de défense sociale; – de la loi du 4 avril 1978 ayant pour but d'habiliter le personnel du service de garde des établissements pénitentiaires à exercer certaines attributions de police générale. (*Mémorial A n° 626, 28 juillet 2018*) 715

3 septembre 1974. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL relatif à la composition et au fonctionnement du service de défense sociale dans le cadre des établissements pénitentiaires et des maisons d'éducation (*Mémorial A n° 68, 26 septembre 1974*) 723

État civil

15 mars 1803. – CODE civil 727

20 juin 1963. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL rendant obligatoire la déclaration des causes de décès (*Mémorial A n° 43, 27 juillet 1963*) 727

23 août 1794. – LOI du 6 fructidor an II portant qu'aucun citoyen ne pourra porter de nom ni de prénom autres que ceux exprimés dans son acte de naissance (*Mémorial A n° 44, 23 août 1794*) 728

Étrangers, immigration et émigration

29 août 2008. – LOI – Texte coordonné de la loi du 29 août 2008 1) portant sur la libre circulation des personnes et l'immigration; 2) modifiant la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection, la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti, le Code du travail, le Code pénal; 3) abrogeant la loi modifiée du 28 mars 1972 concernant 1. l'entrée et le séjour des étrangers; 2. le contrôle médical des étrangers; 3. l'emploi de la main-d'oeuvre étrangère, la loi du 26 juin 1953 portant fixation des taxes à percevoir en matière de cartes d'identité pour étrangers, la loi du 28 octobre 1920 destinée à endiguer l'affluence exagérée d'étrangers sur le territoire du Grand-Duché (*Mémorial A n° 138, 10 septembre 2008*) 729

19 mai 1880. – ARRÊTÉ ROYAL GRAND-DUCAL concernant l'exécution des art. 346 et 563, 6°, du Code pénal (*Mémorial A n° 33, 28 mai 1880*) 730

13 mars 1870. – LOI relative à l'émigration (*Mémorial A n° 5, 25 mars 1870*) 730

Euthanasie

16 juin 1879. – CODE pénal 732

16 mars 2009. – LOI sur l'euthanasie et l'assistance au suicide (*Mémorial A n° 46, 16 mars 2009*) 732

Exécution des peines

Conventions internationales

31 juillet 1987. – LOI portant approbation de la Convention du 21 mars 1983 sur le transfèrement des personnes condamnées et réglant le transfèrement des personnes condamnées et détenues à l'étranger (*Mémorial A n° 70, 26 août 1987*) 736

25 avril 2003. – LOI portant approbation 1. du Protocole additionnel à la Convention européenne sur le transfèrement des personnes condamnées du 18 décembre 1997; 2. de l'Accord relatif à l'application, entre les États membres des Communautés européennes, de la Convention du Conseil de l'Europe sur le transfèrement des personnes condamnées du 25 mai 1987 (*Mémorial A n° 77, 3 juin 2003*) 739

19 juin 1990. – CONVENTION d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des États de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française, relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes 741

Législation nationale

19 janvier 1989. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL déterminant l'affectation des rémunérations revenant aux condamnés soumis au régime de semi-liberté et fixant les modalités d'octroi du congé pénal (*Mémorial A n° 8, 17 février 1989*) 742

25 avril 2003. – LOI sur le transfèrement des personnes condamnées (*Mémorial A n° 77, 3 juin 2003*) 742

23 février 2010. – LOI relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux sanctions pécuniaires (*Mémorial A n° 31, 9 mars 2010*) 743

28 février 2011. – LOI relative à la reconnaissance de jugements en matière pénale ayant prononcé des peines ou des mesures privatives de liberté aux fins de leur exécution dans un autre État membre de l'Union européenne (*Mémorial A n° 44, 8 mars 2011*) 749

Experts et interprètes

7 juillet 1971. – LOI portant, en matière répressive et administrative, institution d'experts, de traducteurs et d'interprètes assermentés et complétant les dispositions légales relatives à l'assermentation des experts, traducteurs et interprètes (*Mémorial A n° 46, 19 juillet 1971*) 758

Extradition et mandat d'arrêt

Conventions multilatérales et traités

19 juin 1990. – CONVENTION d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des États de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française, relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes 759

27 septembre 1996. – CONVENTION établie sur la base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne, relative à l'extradition entre les États membres de l'Union européenne (*Mon. 22 septembre 2001; J.O. C 313, 23 octobre 1996; Add. Mon. 23 octobre 2019*) 760

10 mars 1995. – CONVENTION établie sur la base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne, relative à la procédure simplifiée d'extradition entre les États membres de l'Union européenne, faite à Bruxelles (*J.O. C 78, 30 mars 1995*) 765

10 janvier 1994. – LOI portant approbation de l'Accord entre les États membres des Communautés Européennes relatif à la simplification et à la modernisation des modes de transmission des demandes d'extradition, signé à Donostia-San Sebastian, le 26 mai 1989 (<i>Mémorial A n° 5, 3 février 1994</i>)	767
15 octobre 1975. – PROTOCOLE additionnel à la Convention européenne d'extradition	768
27 juin 1962. – TRAITÉ d'extradition et d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas	769
13 décembre 1957. – CONVENTION européenne d'extradition, faite à Paris (<i>Mémorial A n° 42, 26 juillet 1976</i>) ...	772

Conventions bilatérales

1 ^{er} octobre 1996. – TRAITÉ D'EXTRADITION entre le Grand-Duché de Luxembourg et les États-Unis d'Amérique (<i>Mémorial A n° 78, 13 juillet 2001</i>)	777
22 juillet 1988. – LOI portant approbation du Traité d'extradition entre le Grand-Duché de Luxembourg et l'Australie, signé à Luxembourg, le 23 avril 1987 (<i>Mémorial A n° 33, 6 juillet 1988</i>)	780
24 novembre 1880. – TRAITÉ D'EXTRADITION conclu entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande (<i>Mémorial A n° 3, 10 janvier 1881</i>)	783

Législation nationale

17 mars 2004. – LOI relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres de l'Union européenne (<i>Mémorial A n° 39, 22 mars 2004</i>) ..	785
20 juin 2001. – LOI sur l'extradition (<i>Mémorial A n° 82, 18 juillet 2001</i>)	795
18 décembre 2015. – LOI 1. relative à la protection internationale et à la protection temporaire; 2. modifiant – la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat, – la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration, – la loi du 28 mai 2009 concernant le Centre de rétention; 3. abrogeant la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection (<i>Mémorial A n° 255, 28 décembre 2015</i>)	800

Faux témoignage

16 juin 1879. – CODE pénal	802
7 mars 1980. – LOI sur l'organisation judiciaire (<i>Mémorial A n° 12, 14 mars 1980</i>)	803
27 février 2011. – LOI sur les enquêtes parlementaires (<i>Mémorial A n° 51, 18 mars 2011</i>)	803
9 février 2011. – RÈGLEMENT de la Chambre des députés (<i>Mémorial A n° 51, 18 mars 2011</i>)	803
10 août 1991. – LOI sur la profession d'avocat (<i>Mémorial A n° 58, 27 août 1991</i>)	804
9 janvier 2013. – RÈGLEMENT intérieur de l'Ordre des Avocats du Barreau de Luxembourg (<i>Mémorial A n° 39, 6 mars 2013</i>)	804

Frais de justice

28 novembre 2009. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL «portant tarif des frais de justice de toute nature» (<i>Mémorial A n° 234, 8 décembre 2009</i>)	805
3 mai 1869. – ARRÊTÉ ROYAL GRAND-DUCAL concernant les frais de justice (<i>Mémorial A n° 19, 1^{er} juin 1869</i>) .	806
14 juillet 1863. – ARRÊTÉ ROYAL GRAND-DUCAL portant tarif des frais de justice en matière criminelle, correctionnelle et de simple police (<i>Mémorial A n° 21, 25 juillet 1863</i>)	806
18 juin 1811. – DÉCRET IMPÉRIAL n° 7035 contenant Règlement pour l'administration de la justice en matière criminelle, de police correctionnelle et de simple police; et Tarif général des Frais (<i>Mémorial A n° 1, 1^{er} juin 1811</i>) ...	808

Grâce

17 octobre 1868. – CONSTITUTION coordonnée du Grand-Duché de Luxembourg (<i>Mémorial A n° 23, 22 octobre 1868</i>)	814
11 juin 1925. – ARRÊTÉ GRAND-DUCAL portant composition de la Commission de grâce (<i>Mémorial A n° 29, 20 juin 1925</i>)	814
23 juin 1998. – ARRÊTÉ GRAND-DUCAL accordant grâce collective à l'occasion de l'institution de S.A.R. le Grand-Duc Héritier Henri comme Lieutenant-Représentant (<i>Mémorial A n° 47, 26 juin 1998</i>)	815

Immunités et privilèges

16 juin 1879. – CODE pénal	816
17 octobre 1868. – CONSTITUTION coordonnée (<i>Mémorial A n° 23, 22 octobre 1868</i>)	816
7 mars 1980. – LOI sur l'organisation judiciaire (<i>Mémorial A n° 12, 14 mars 1980</i>)	817
16 avril 1979. – LOI fixant le statut général des fonctionnaires de l'État (<i>Mémorial A n° 31, 17 avril 1979</i>)	817
24 avril 1963. – CONVENTION de Vienne sur les relations consulaires; Protocole de signature facultative concernant le règlement obligatoire des différends; Protocole de signature facultative concernant l'acquisition de la nationalité	818
18 avril 1961. – CONVENTION de Vienne sur les relations diplomatiques; – Protocole de signature facultative concernant le règlement obligatoire des différends – Protocole de signature facultative concernant l'acquisition de la nationalité	819

Incinération des dépouilles mortelles

1 ^{er} août 1972. – LOI portant réglementation de l'inhumation et de l'incinération des dépouilles mortelles (<i>Mémorial A n° 55, 8 septembre 1972</i>)	820
---	-----

Jeux de hasard

20 avril 1977. – LOI relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris relatifs aux épreuves sportives (<i>Mémorial A n° 24, 14 mai 1977</i>)	821
---	-----

Juridictions et procédure	Partie civile
17 octobre 1868. – CONSTITUTION coordonnée (<i>Mémorial A n° 23, 22 octobre 1868</i>) 823	5 juin 2014. – LOI <i>a</i> . concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (UE) n° 649/2012 du Parlement européen et du Conseil du 4 juillet 2012 concernant les exportations et importations de produits chimiques dangereux, <i>b</i> . abrogeant la loi du 28 mai 2009 concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (CE) n° 689/2008 du Parlement européen et du Conseil du 17 juin 2008 concernant les exportations et importations de produits chimiques dangereux. (<i>Mémorial A n° 101, 13 juin 2014</i>) 837
7 mars 1980. – LOI sur l'organisation judiciaire (<i>Mémorial A n° 12, 14 mars 1980</i>) 823	13 décembre 1988. – LOI communale (<i>Mémorial A n° 64, 13 décembre 1988</i>) 838
16 avril 1979. – LOI fixant le statut général des fonctionnaires de l'État (<i>Mémorial A n° 31, 17 avril 1979</i>) 824	27 juin 2018. – LOI sur la protection des animaux (<i>Mémorial A n° 537, 29 juin 2018</i>) 838
26 février 1973. – LOI portant extension de la compétence des tribunaux de police en matière répressive (<i>Mémorial A n° 14, 12 mars 1973</i>) 825	16 décembre 2011. – LOI <i>a</i>) relative aux contrôles et aux sanctions concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques et les restrictions y applicables, telles que ces substances sont visées par le règlement (C.E.) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), instituant une Agence européenne des produits chimiques, modifiant la directive 1999/45/CE et abrogeant le règlement (C.E.E.) n° 793/93 du Conseil et le règlement (C.E.) n° 1488/94 de la Commission ainsi que la directive 76/769/CEE du Conseil et les directives 91/155/CEE, 93/67/CEE, 93/105/CE et 2000/21/CE de la Commission; <i>b</i>) relative aux contrôles et aux sanctions concernant la classification, l'étiquetage et l'emballage des substances et des mélanges, tels que ces substances et mélanges sont visés par le règlement (C.E.) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, modifiant et abrogeant les directives 67/548/CEE et 1999/45/CE et modifiant le règlement (C.E.) n° 1907/2006; <i>c</i>) abrogeant la loi modifiée du 15 juin 1994 relative à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses; <i>d</i>) abrogeant la loi modifiée du 3 août 2005 relative à la classification, à l'emballage et à l'étiquetage des préparations dangereuses (<i>Mémorial A n° 265, 21 décembre 2011</i>) 838
17 décembre 1925. – CODE de la sécurité sociale (<i>Mémorial A n° 63, 17 décembre 1925</i>) 827	2 juillet 2018. – LOI concernant certaines modalités d'application et les sanctions du règlement (UE) n° 1143/2014 du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes (<i>Mémorial A n° 553, 4 juillet 2018</i>) 839
14 avril 1992. – LOI instituant un code disciplinaire et pénal pour la marine (<i>Mémorial A n° 26, 30 avril 1992</i>) 827	
31 juillet 2006. – CODE du travail (<i>Mémorial A n° 149, 29 août 2006</i>) 828	
Liberté d'association	
11 mai 1936. – LOI garantissant la liberté d'association (<i>Mémorial A n° 39, 16 mai 1936</i>) 829	
Médias	
8 juin 2004. – LOI sur la liberté d'expression dans les médias (<i>Mémorial A n° 85, 8 juin 2004</i>) 830	
Médiation pénale	
6 mai 1999. – LOI relative à la médiation pénale et portant modification de différentes dispositions <i>a</i>) de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire, <i>b</i>) du code des assurances sociales (<i>Mémorial A n° 67, 11 juin 1999</i>) 834	
31 mai 1999. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL fixant les critères et la procédure d'agrément aux fonctions de médiateur, la procédure de médiation pénale et le mode de rémunération des médiateurs (<i>Mémorial A n° 67, 11 juin 1999</i>) 834	
Non bis in idem	
9 décembre 1808. – CODE de procédure pénale 835	
4 novembre 1950. – CONVENTION de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (telle qu'amendée par les protocoles n° 11 et 14) 835	
12 décembre 2007. – CHARTE des droits fondamentaux de l'Union européenne (<i>J.O. C 303, 14 décembre 2007</i>) 836	
19 juin 1990. – CONVENTION d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des États de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française, relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes 836	
Placés judiciaires	
16 juin 1879. – CODE pénal 840	
10 décembre 2009. – LOI <i>a</i>) relative à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux, <i>b</i>) modifiant la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la police et l'inspection générale de la police et <i>c</i>) modifiant l'article 73 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 (<i>Mémorial A n° 263, 31 décembre 2009</i>) 840	

Prescription			
8 juin 2004. – LOI sur la liberté d'expression dans les médias (<i>Mémorial A n° 85, 8 juin 2004</i>).....	847	8 juin 2004. – LOI sur la liberté d'expression dans les médias (<i>Mémorial A n° 85, 8 juin 2004</i>)..... 864	
24 décembre 1974. – LOI ayant pour objet l'imprescriptibilité des crimes de guerre (<i>Mémorial A n° 93, 28 décembre 1974</i>).....	847	12 novembre 2002. – LOI relative aux activités privées de gardiennage et de surveillance (<i>Mémorial A n° 131, 6 décembre 2002</i>).....	
19 février 1973. – LOI concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (<i>Mémorial A n° 83, 29 octobre 1992</i>).....	847	864	
4 avril 1924. – LOI portant création de chambres professionnelles à base élective (<i>Mémorial A n° 21, 3 mai 1924</i>).....	848	30 juillet 2002. – LOI concernant l'établissement de transporteur de voyageurs et de transporteur de marchandises par route et portant transposition de la directive 98/76/CE du Conseil du 1 ^{er} octobre 1998 (<i>Mémorial A n° 92, 14 août 2002</i>).....	
28 septembre 1971. – DÉCRET concernant les biens et usages ruraux et la police rurale (<i>Mémorial A n° 3, 3 janvier 1971</i>).....	848	865	
Prise d'otage		25 juillet 2002. – LOI portant – création et réglementation des professions de géomètre et de géomètre officiel; – modification de la loi modifiée du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales (<i>Mémorial A n° 108, 11 septembre 2002</i>).....	
16 juin 1879. – CODE pénal.....	849	865	
27 février 1991. – LOI portant approbation de La Convention internationale contre la prise d'otages, ouverte à la signature à New York, le 18 décembre 1979 (<i>Mémorial A n° 12, 7 mars 1991</i>).....	849	10 juin 1999. – LOI portant organisation de la profession d'expert-comptable (<i>Mémorial A n° 83, 29 juin 1999</i>).....	
Produits chimiques		866	
5 juin 2014. – LOI <i>a.</i> concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (UE) n° 649/2012 du Parlement européen et du Conseil du 4 juillet 2012 concernant les exportations et importations de produits chimiques dangereux, <i>b.</i> abrogeant la loi du 28 mai 2009 concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (CE) n° 689/2008 du Parlement européen et du Conseil du 17 juin 2008 concernant les exportations et importations de produits chimiques dangereux. (<i>Mémorial A n° 101, 13 juin 2014</i>).....	852	5 avril 1993. – LOI relative au secteur financier (<i>Mémorial A n° 27, 10 avril 1993</i>).....	
Professions - exercice illégal		866	
Autorisation d'établissement		26 mars 1992. – LOI sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé (<i>Mémorial A n° 20, 16 avril 1992</i>).....	
2 septembre 2011. – LOI réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales (<i>Mémorial A n° 198, 22 septembre 2011</i>).....	854	872	
Professions et activités particulières		10 août 1991. – LOI sur la profession d'avocat (<i>Mémorial A n° 58, 27 août 1991</i>).....	
23 juillet 2016. – LOI relative à la profession de l'audit portant: – transposition de la directive 2014/56/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 modifiant la directive 2006/43/CE concernant les contrôles légaux des comptes annuels et des comptes consolidés; – mise en œuvre du règlement (UE) n° 537/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relatif aux exigences spécifiques applicables au contrôle légal des comptes des entités d'intérêt public et abrogeant la décision 2005/909/CE de la Commission; – modification de la loi modifiée du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de sepca et assep; – modification de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales; – abrogation de la loi modifiée du 18 décembre 2009 relative à la profession de l'audit (<i>Mémorial A n° 141, 28 juillet 2016</i>).....	863	29 avril 1983. – LOI concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire (<i>Mémorial A n° 31, 10 mai 1983</i>).....	
Professions - exercice illégal		874	
Autorisation d'établissement		31 juillet 1991. – LOI déterminant les conditions d'autorisation d'exercer la profession de pharmacien (<i>Mémorial A n° 60, 29 août 1991</i>).....	
Professions et activités particulières		875	
Professions - exercice illégal		9 novembre 1797. – LOI relative à la surveillance du titre et à la perception des droits de garantie des matières et ouvrages d'or et d'argent (<i>Mémorial A n° 5, 5 janvier 1797</i>).....	
Professions - exercice illégal		875	
Professions - exercice illégal		Propriété intellectuelle	
Professions - exercice illégal		16 juin 1879. – CODE pénal.....	877
Professions - exercice illégal		18 avril 2001. – LOI sur les droits d'auteur, les droits voisins et les bases de données (<i>Mémorial A n° 50, 30 avril 2001</i>).....	879
Professions - exercice illégal		8 juillet 1967. – LOI concernant la divulgation et la mise en œuvre des inventions et des secrets de fabrique intéressant la défense du territoire ou la sûreté de l'État (<i>Mémorial A n° 49, 21 juillet 1967</i>).....	879
Professions - exercice illégal		2 août 2002. – LOI sur la protection juridique des services à accès conditionnel et des services d'accès conditionnel (<i>Mémorial A n° 89, 12 août 2002</i>).....	880
Professions - exercice illégal		Protection de la jeunesse	
Professions - exercice illégal		10 août 1992. – LOI relative à la protection de la Jeunesse (<i>Mémorial A n° 15, 25 septembre 1992</i>).....	882
Professions - exercice illégal		14 novembre 2013. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services d'éducation et d'accueil pour enfants (<i>Mémorial A n° 199, 20 novembre 2013</i>).....	886

16 juin 2004. – LOI portant réorganisation du centre socio-éducatif de l'État (*Mémorial A n° 130, 20 juillet 2004*) 887

19 mai 1880. – ARRÊTÉ ROYAL GRAND-DUCAL concernant l'exécution des art. 72 et 76 du Code pénal (*Mémorial A n° 33, 28 mai 1880*) 893

Protection de la nature

18 juillet 2018. – LOI concernant la protection de la nature et des ressources naturelles et modifiant 1° la loi modifiée du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement; 2° la loi modifiée du 5 juin 2009 portant création de l'Administration de la nature et des forêts; 3° la loi modifiée du 3 août 2005 concernant le partenariat entre les syndicats de communes et l'État et la restructuration de la démarche scientifique en matière de protection de la nature et des ressources naturelles. (*Mémorial A n° 771, 5 septembre 2018*). 895

19 décembre 2008. – LOI relative à l'eau modifiant 1. la loi modifiée du 31 juillet 1962 ayant pour objet le renforcement de l'alimentation en eau potable du Grand-Duché de Luxembourg à partir du réservoir d'Esch-sur-Sûre; 2. la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat; 3. la loi modifiée du 28 juin 1976 portant réglementation de la pêche dans les eaux intérieures; 4. la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés; 5. la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles; 6. la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain; 7. la loi du 3 août 2005 concernant le partenariat entre les syndicats de communes et l'Etat et la restructuration de la démarche scientifique en matière de protection de la nature et des ressources naturelles et abrogeant 1. les articles 7, 14 et 40 à 44 de l'édit du 13 août 1669 de Louis XIV portant règlement général pour les eaux et les forêts; 2. l'arrêté du 9 mars 1798 (19 ventôse an VI) du Directoire exécutif, contenant des mesures pour assurer le libre cours des rivières et canaux navigables et flottables; 3. la loi modifiée du 16 mai 1929 concernant le curage, l'entretien et l'amélioration des cours d'eau; 4. la loi modifiée du 29 juillet 1993 concernant la protection et la gestion de l'eau; 5. la loi du 27 mai 1961 concernant les mesures de protection du barrage d'Esch-sur-Sûre; 6. l'article 41 de la loi du 24 décembre 1999 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2000 (*Mémorial A n° 217, 30 décembre 2008*). 898

19 novembre 2008. – DIRECTIVE 2008/99/CE du Parlement européen et du Conseil relative à la protection de l'environnement par le droit pénal (*J.O. L 328, 6 décembre 2008*). 899

9 mai 2014. – LOI a) relative aux émissions industrielles b) modifiant la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés c) modifiant la loi modifiée du 20 avril 2009 relative à la responsabilité environnementale en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux. (*Mémorial A n° 81, 14 mai 2014*). 903

16 décembre 2011. – LOI a) relative aux contrôles et aux sanctions concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques et les restrictions y applicables, telles que ces substances sont visées par le règlement (C.E.) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), instituant une Agence européenne des produits chimiques, modifiant la directive 1999/45/CE et abrogeant le règlement (C.E.E.) n° 793/93 du Conseil et le règlement (C.E.) n° 1488/94 de la Commission ainsi que la directive 76/769/CEE du Conseil et les directives 91/155/CEE, 93/67/CEE, 93/105/CE et 2000/21/CE de la Commission; b) relative aux contrôles et aux sanctions concernant la classification, l'étiquetage et l'emballage des substances et des mélanges, tels que ces substances et mélanges sont visés par le règlement (C.E.) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, modifiant et abrogeant les directives 67/548/CEE et 1999/45/CE et modifiant le règlement (C.E.) n° 1907/2006; c) abrogeant la loi modifiée du 15 juin 1994 relative à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses; d) abrogeant la loi modifiée du 3 août 2005 relative à la classification, à l'emballage et à l'étiquetage des préparations dangereuses (*Mémorial A n° 265, 21 décembre 2011*). 905

2 juillet 2018. – LOI concernant certaines modalités d'application et les sanctions du règlement (UE) n° 1143/2014 du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes (*Mémorial A n° 553, 4 juillet 2018*) 908

Publications obscènes

29 décembre 1937. – LOI permettant d'interdire l'entrée au Luxembourg de publications étrangères obscènes (*Mémorial A n° 12, 19 février 1938*) 910

Registre de commerce

19 décembre 2002. – LOI concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises et modifiant certaines autres dispositions légales (*Mémorial A n° 149, 31 décembre 2002*) 911

17 juin 1992. – LOI relative: – aux comptes annuels et comptes consolidés des établissements de crédit de droit luxembourgeois; – aux obligations en matière de publicité des documents comptables des succursales d'établissements de crédit et d'établissements financiers de droit étranger (*Mémorial A n° 39, 19 juin 1992*) 911

10 août 1915. – LOI concernant les sociétés commerciales (*Mémorial A n° 90, 30 octobre 1915*) 912

15 septembre 1807. – CODE de commerce 912

Ressources de l'espace

20 juillet 2017. – LOI sur l'exploration et l'utilisation des ressources de l'espace. (*Mémorial A n° 674, 28 juillet 2017*). 913

Secteur financier

17 juin 1992. – LOI relative: – aux comptes annuels et comptes consolidés des établissements de crédit de droit luxembourgeois; – aux obligations en matière de publicité des documents comptables des succursales d'établissements de crédit et d'établissements financiers de droit étranger (<i>Mémorial A n° 39, 19 juin 1992</i>)	915	26 mars 1992. – LOI sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé (<i>Mémorial A n° 20, 16 avril 1992</i>)	922
5 avril 1993. – LOI relative au secteur financier (<i>Mémorial A n° 27, 10 avril 1993</i>)	916	6 décembre 1991. – LOI sur le secteur des assurances (<i>Mémorial A n° 84, 23 décembre 1991</i>)	922
10 novembre 2009. – LOI relative aux services de paiement, à l'activité d'établissement de monnaie électronique et au caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et les systèmes de règlement des opérations sur titres et - portant transposition de la directive 2007/64/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 novembre 2007 concernant les services de paiement dans le marché intérieur, modifiant les directives 97/7/CE, 2002/65/CE, 2005/60/CE, ainsi que 2006/48/CE et abrogeant la directive 97/5/CE - portant modification de: - la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier - la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme - la loi du 18 décembre 2006 sur les services financiers à distance - la loi modifiée du 15 décembre 2000 sur les services postaux et les services financiers postaux - la loi du 13 juillet 2007 relative aux marchés d'instruments financiers - la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif - la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier - la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale de Luxembourg - la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances - portant abrogation du titre VII de la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique (<i>Mémorial A n° 215, 11 novembre 2009</i>)	917	10 août 1991. – LOI sur la profession d'avocat (<i>Mémorial A n° 58, 27 août 1991</i>)	924
		29 avril 1983. – LOI concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire (<i>Mémorial A n° 31, 10 mai 1983</i>)	924
		7 mars 1980. – LOI sur l'organisation judiciaire (<i>Mémorial A n° 12, 14 mars 1980</i>)	925
		31 juillet 1991. – LOI déterminant les conditions d'autorisation d'exercer la profession de pharmacien (<i>Mémorial A n° 60, 29 août 1991</i>)	926
		31 juillet 2006. – CODE du travail (<i>Mémorial A n° 149, 29 août 2006</i>)	926
		24 juillet 2014. – LOI relative aux droits et obligations du patient, portant création d'un service national d'information et de médiation dans le domaine de la santé et modifiant: – la loi modifiée du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers; – la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel; – le Code civil (<i>Mémorial A 31 juillet 2014, n° 140</i>)	926

Secteur financier

10 novembre 2009. – LOI relative aux services de paiement, à l'activité d'établissement de monnaie électronique et au caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et les systèmes de règlement des opérations sur titres et - portant transposition de la directive 2007/64/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 novembre 2007 concernant les services de paiement dans le marché intérieur, modifiant les directives 97/7/CE, 2002/65/CE, 2005/60/CE, ainsi que 2006/48/CE et abrogeant la directive 97/5/CE - portant modification de: - la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier - la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme - la loi du 18 décembre 2006 sur les services financiers à distance - la loi modifiée du 15 décembre 2000 sur les services postaux et les services financiers postaux - la loi du 13 juillet 2007 relative aux marchés d'instruments financiers - la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif - la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier - la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale de Luxembourg - la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances - portant abrogation du titre VII de la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique (<i>Mémorial A n° 215, 11 novembre 2009</i>)	929
--	-----

Secret de l'instruction

9 décembre 1808. – CODE de procédure pénale	919
10 août 1991. – LOI sur la profession d'avocat (<i>Mémorial A n° 58, 27 août 1991</i>)	919

Secret professionnel

Professions

7 novembre 1996. – LOI portant organisation des juridictions de l'ordre administratif (<i>Mémorial A n° 79, 19 novembre 1996</i>)	921
10 juin 1999. – LOI portant organisation de la profession d'expert-comptable (<i>Mémorial A n° 83, 29 juin 1999</i>)	921

12 novembre 2004. – LOI relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme portant transposition de la directive 2001/97/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 décembre 2001 modifiant la directive 91/308/CEE du Conseil relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et modifiant: 1. le Code pénal; 2. le Code d'instruction criminelle; 3. la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire; 4. la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier; 5. la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier; 6. la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances; 7. la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat; 8. la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat; 9. la loi modifiée du 28 juin 1984 portant organisation de la profession de réviseurs d'entreprises; 10. la loi du 10 juin 1999 portant organisation de la profession d'expert-comptable; 11. la loi modifiée du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris relatifs aux épreuves sportives; 12. la loi générale des impôts («Abgabenordnung») (*Mémorial A n° 183, 19 novembre 2004*)..... 931

15 juin 2004. – LOI relative à la Société d'investissement en capital à risque ("SICAR") et portant modification de – la loi modifiée du 4 décembre 1967 relative à l'impôt sur le revenu – la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune – la loi modifiée du 1^{er} décembre 1936 concernant l'impôt commercial communal – la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée – la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif (*Mémorial A n° 95, 22 juin 2004; Rect. Mémorial A n° 138, 30 juillet 2004*) 932

23 décembre 1998. – LOI portant création d'une commission de surveillance du secteur financier (*Mémorial A n° 112, 24 décembre 1998*) 934

5 avril 1993. – LOI relative au secteur financier (*Mémorial A n° 27, 10 avril 1993*) 935

30 mai 2018. – LOI relative aux marchés d'instruments financiers et portant: 1. transposition de la directive 2014/65/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 concernant les marchés d'instruments financiers et modifiant la directive 2002/92/CE et la directive 2011/61/UE; 2. transposition de l'article 6 de la directive déléguée (UE) 2017/593 de la Commission du 7 avril 2016 complétant la directive 2014/65/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne la sauvegarde des instruments financiers et des fonds des clients, les obligations applicables en matière de gouvernance des produits et les règles régissant l'octroi ou la perception de droits, de commissions ou de tout autre avantage pécuniaire ou non pécuniaire; 3. mise en œuvre du règlement (UE) n° 600/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 concernant les marchés d'instruments financiers et modifiant le règlement (UE) n° 648/2012; 4. modification de: a) la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier; b) la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier; c) la loi modifiée du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière; d) la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances; et de e) la loi du 15 mars 2016 relative aux produits dérivés de gré à gré, aux contreparties centrales et aux référentiels centraux et modifiant différentes lois relatives aux services financiers; et 5. abrogation de la loi modifiée du 13 juillet 2007 relative aux marchés d'instruments financiers, à l'exception de son article 37 (*Mémorial A n° 446, 31 mai 2018*)..... 938

Divers

31 juillet 2006. – CODE du travail (*Mémorial A n° 149, 29 août 2006*) 941

17 décembre 1925. – CODE de la sécurité sociale (*Mémorial A n° 63, 17 décembre 1925*) 942

1^{er} avril 2015. – LOI portant création d'un comité du risque systémique et modifiant la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg (*Mémorial A n° 64, 3 avril 2015*)..... 943

3 décembre 2014. – LOI 1. ayant pour objet l'organisation des centres de recherche publics; 2. modifiant la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu; 3. abrogeant la loi modifiée du 9 mars 1987 ayant pour objet: 1. L'organisation de la recherche et du développement technologique dans le secteur public; 2. Le transfert de technologie et la coopération scientifique et technique entre les entreprises et le secteur public; 4. abrogeant la loi du 10 novembre 1989 portant création d'un Centre d'Études de Populations, de Pauvreté et de Politiques Socio-Economiques auprès du Ministre d'État. (*Mémorial A n° 260, 29 décembre 2014*) . 943

5 juillet 2016. – LOI 1. portant réorganisation du Service de renseignement de l'État; 2. modifiant – le Code d'instruction criminelle, – la loi du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité, et – la loi du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions d'avancement des fonctionnaires de l'État (*Mémorial A n° 129, 15 juillet 2016*) ... 944

23 décembre 1998. – LOI organique de la Banque centrale du Luxembourg (*Mémorial A n° 112, 24 décembre 1998*)..... 945

30 juillet 1960. – LOI concernant la création d'un Fonds national de solidarité (*Mémorial A n° 49, 6 août 1960*) 945

10 novembre 1944. – ARRÊTÉ GRAND-DUCAL relatif au contrôle des changes (*Mémorial A n° 15, 21 novembre 1944*) 946

22 mai 1931. – Abgabenordnung (LOI générale des impôts) (*Mémorial A n° 900, 22 mai 1931*)..... 946

23 juillet 2016. – LOI relative à la profession de l'audit portant: – transposition de la directive 2014/56/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 modifiant la directive 2006/43/CE concernant les contrôles légaux des comptes annuels et des comptes consolidés; – mise en œuvre du règlement (UE) n° 537/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relatif aux exigences spécifiques applicables au contrôle légal des comptes des entités d'intérêt public et abrogeant la décision 2005/909/CE de la Commission; – modification de la loi modifiée du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de sepav et assep; – modification de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales; – abrogation de la loi modifiée du 18 décembre 2009 relative à la profession de l'audit (*Mémorial A n° 141, 28 juillet 2016*)..... 946

1^{er} août 2018. – LOI portant organisation de la Commission nationale pour la protection des données et mise en œuvre du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données), portant modification du Code du travail et de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État (*Mémorial A n° 686, 16 août 2018*)..... 947

24 mai 2018. – LOI sur les conditions d'hygiène et de salubrité relatives à la pratique des techniques de tatouage par effraction cutanée, du perçage, du branding, cutting, ainsi que du bronzage UV (*Mémorial A n° 442, 31 mai 2018*) 948

Sécurité sociale

17 décembre 1925. – CODE de la sécurité sociale (*Mémorial A n° 63, 17 décembre 1925*) 949

Sociétés commerciales

10 août 1915. – LOI concernant les sociétés commerciales (*Mémorial A n° 90, 30 octobre 1915*) 951

19 mai 2006. – LOI portant transposition de la directive 2004/25/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 concernant les offres publiques d'acquisition (*Mémorial A n° 86, 22 mai 2006*) 953

25 mars 1991. – LOI sur les groupements d'intérêt économique (*Mémorial A n° 20, 11 avril 1991*) 953

30 août 1918. – ARRÊTÉ GRAND-DUCAL portant règlement sur le contrôle des sociétés coopératives (*Mémorial A n° 53, 1^{er} septembre 1918*) 953

Stupéfiants

Conventions internationales

17 mars 1992. – LOI portant 1. approbation de la Convention des Nations-Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, faite à Vienne, le 20 décembre 1988; 2. modifiant et complétant la loi du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie; 3. modifiant et complétant certaines dispositions du Code d'instruction criminelle (*Mémorial A n° 15, 26 mars 1992*)..... 954

19 juin 1990. – CONVENTION d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des États de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française, relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes 957

Lois

19 février 1973. – LOI concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (*Mémorial A n° 83, 29 octobre 1992*)..... 959

23 février 1977. – LOI modifiant la loi du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (*Mémorial A n° 12, 15 mars 1977*)..... 965

12 octobre 1841. – ORDONNANCE ROYALE GRAND-DUCALE n° 16 portant organisation du service médical (*Mémorial A n° 54, 17 novembre 1841*) 965

Règlements d'exécution

13 février 2007. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL relatif à la surveillance du commerce des précurseurs de drogues et déterminant les modalités d'application et sanctions des dispositions: 1. du règlement (CE) n° 273/2004 du Parlement européen et du Conseil du 11 février 2004 relatif aux précurseurs de drogues; 2. du règlement (CE) n° 111/2005 du Conseil du 22 décembre 2004 fixant des règles pour la surveillance du commerce des précurseurs des drogues entre la Communauté et les pays tiers; 3. du règlement (CE) n° 1277/2005 de la Commission du 27 juillet 2005 établissant les modalités d'application du règlement (CE) n° 273/2004 du Parlement européen et du Conseil relatif aux précurseurs de drogues et du règlement (CE) n° 111/2005 du Conseil fixant des règles pour la surveillance du commerce des précurseurs des drogues entre la Communauté et les pays tiers (*Mémorial A n° 16, 22 février 2007*). 967

18 janvier 2005. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL déterminant le modèle du carnet à souches prévu à l'article 30-1 de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (*Mémorial A n° 21, 14 février 2005*) 969

23 décembre 2003. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL portant exécution de l'article 8 sous 1 d) de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (*Mémorial A n° 3, 20 janvier 2004*)..... 971

30 janvier 2002. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL déterminant les modalités du programme de traitement de la toxicomanie par substitution (*Mémorial A n° 12, 12 février 2002*) 972

8 mai 1993. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL relatif au commerce de stupéfiants et de substances psychotropes (*Mémorial A n° 37, 17 mai 1993*)..... 975

6 juillet 1990. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL fixant les modalités de l'examen médical effectué en cas de présomption de trafic illicite d'un stupéfiant ou d'une substance toxique, soporifique ou psychotrope (*Mémorial A n° 33, 17 juillet 1990*)..... 976

19 mars 1982. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL fixant les modalités de l'examen médical et de la prise de sang et/ou d'urine, effectués en cas de présomption d'usage illicite d'un stupéfiant ou d'une substance toxique, soporifique ou psychotrope (*Mémorial A n° 26, 10 avril 1982*) 976

26 mars 1974. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL établissant la liste des stupéfiants (*Mémorial A n° 25, 12 avril 1974*) 977

20 mars 1974. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL concernant certaines substances psychotropes (*Mémorial A n° 25, 12 avril 1974*) 980

4 mars 1974. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL concernant certaines substances toxiques (*Mémorial A n° 25, 12 avril 1974*) 982

19 février 1974. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL portant exécution de la loi du 19 février 1973 sur la vente des substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (*Mémorial A n° 25, 12 avril 1974*) 982

Sûreté extérieure

5 juillet 2016. – LOI 1. portant réorganisation du Service de renseignement de l'État; 2. modifiant – le Code d'instruction criminelle, – la loi du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité, et – la loi du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions d'avancement des fonctionnaires de l'État (*Mémorial A n° 129, 15 juillet 2016*) ... 986

4 mai 1945. – ARRÊTÉ GRAND-DUCAL modifiant et complétant les dispositions concernant les crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'État (*Mémorial A n° 23, 14 mai 1945*) 987

15 septembre 1939. – ARRÊTÉ GRAND-DUCAL sur le maintien de la neutralité luxembourgeoise (*Mémorial A n° 68, 20 septembre 1939*) 988

Surveillance des personnes condamnées ou libérées sous condition

15 mai 1976. – LOI portant approbation de la Convention européenne pour la surveillance des personnes condamnées ou libérées sous condition, signée à Strasbourg, le 30 novembre 1964 (*Mémorial A n° 26, 24 mai 1976*) 989

Tabac (lutte anti-tabac)

11 août 2006. – LOI relative à la lutte antitabac (*Mémorial A n° 154, 1^{er} septembre 2006*) 992

14 mars 2007. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL relatif aux avertissements taxés et aux consignations en matière d'interdiction de fumer (*Mémorial A n° 38, 20 mars 2007*) 1000

Tatouage et bronzage

24 mai 2018. – LOI sur les conditions d'hygiène et de salubrité relatives à la pratique des techniques de tatouage par effraction cutanée, du perçage, du branding, cutting, ainsi que du bronzage UV (*Mémorial A n° 442, 31 mai 2018*) 1003

Témoins

4 mai 1812. – DÉCRET IMPÉRIAL relatif au cas de citation en témoignage des ministres, des grands officiers de l'empire et autres principaux fonctionnaires de l'État (*Mémorial A n° 434, 4 mai 1812*) 1004

5 juillet 2016. – LOI 1. portant réorganisation du Service de renseignement de l'État; 2. modifiant – le Code d'instruction criminelle, – la loi du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité, et – la loi du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions d'avancement des fonctionnaires de l'État (*Mémorial A n° 129, 15 juillet 2016*) ... 1004

Traite des êtres humains

13 mars 2009. – LOI relative à la traite des êtres humains, (1) portant approbation: a) du Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir le trafic des personnes, en particulier des femmes et des enfants, ouvert à signature du 12 au 15 décembre 2000 à Palerme, et b) de la Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains, signée à Varsovie le 16 mai 2005; (2) modifiant le Code pénal; et (3) modifiant le Code d'instruction criminelle (*Mémorial A n° 51, 20 mars 2009*) 1005

9 avril 2014. – LOI renforçant le droit des victimes de la traite des êtres humains et portant modification (1) du Code pénal; (2) de la loi modifiée du 12 mars 1984 relative à l'indemnisation de certaines victimes de dommages corporels résultant d'une infraction et à la répression de l'insolvabilité frauduleuse; (3) de la loi du 8 mai 2009 sur l'assistance, la protection et la sécurité des victimes de la traite des êtres humains et modifiant le Nouveau Code de procédure civile; (4) de la loi du 29 août 2008 portant sur la libre circulation des personnes et l'immigration (*Mémorial A n° 63, 14 avril 2014*) 1016

11 septembre 2014. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL portant 1. exécution de l'article 2, paragraphes (1) point a) et (2) et (4) de la loi modifiée du 8 mai 2009 sur l'assistance, la protection et la sécurité des victimes de la traite des êtres humains; 2. modification du règlement grand-ducal modifié du 19 mars 1999 concernant l'agrément gouvernemental à accorder aux gestionnaires de services pour filles, femmes et femmes avec enfants. (*Mémorial A n° 186, 7 octobre 2014*) 1016

28 février 2018. – LOI renforçant la lutte contre l'exploitation de la prostitution, le proxénétisme et la traite des êtres humains à des fins sexuelles et modifiant: 1) le Code de procédure pénale 2) le Code pénal (*Mémorial A n° 170, 9 mars 2018*) 1017

Transports publics

29 juin 2004. – LOI portant sur les transports publics et modifiant la loi modifiée du 12 juin 1965 sur les transports routiers (*Mémorial A n° 174, 26 septembre 2013*) 1018

19 juin 2009. – LOI sur l'ordre et la sécurité dans les transports publics et modifiant a) la loi modifiée du 17 décembre 1859 sur la police des chemins de fer, b) la loi modifiée du 12 juin 1965 sur les transports routiers et c) la loi modifiée du 29 juin 2004 sur les transports publics. (*Mémorial A n° 158, 3 juillet 2009*) 1020

Travail d'intérêt général

16 juin 1879. – CODE pénal 1023

20 septembre 1994. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL relatif au travail d'intérêt général (<i>Mémorial A n° 90, 7 octobre 1994</i>).....	1024	16 avril 2003. – LOI relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automobiles (<i>Mémorial A n° 62, 8 mai 2003</i>)	1031
Union européenne		27 février 1985. – LOI portant approbation de la Convention européenne relative au dédommagement des victimes d'infractions violentes, faite à Strasbourg, le 24 novembre 1983 (<i>Mémorial A n° 12, 12 mars 1985</i>)	1033
2 août 2002. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL déterminant les sanctions applicables en cas d'infraction à des prescriptions de la réglementation de la Communauté européenne en matière d'étiquetage de la viande bovine et des produits à base de viande bovine (<i>Mémorial A n° 92, 14 août 2002</i>)	1025	12 mars 1984. – LOI relative à l'indemnisation de certaines victimes de dommages corporels résultant d'une infraction et à la répression de l'insolvabilité frauduleuse (<i>Mémorial A n° 25, 22 mars 1984</i>)	1034
31 juillet 1987. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL déterminant les sanctions applicables en cas d'infraction aux prescriptions fixées en exécution de l'article 4 du règlement (CEE) n° 2727/75 modifié portant organisation commune des marchés dans le secteur des céréales (<i>Mémorial A n° 69, 24 août 1987</i>)	1026	11 février 2020. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL fixant pour l'année 2020 le montant maximum des indemnités qui peuvent être allouées à certaines victimes de dommages corporels résultant d'une infraction (<i>Mémorial A n° 80, 14 février 2020</i>).....	1037
8 février 1985. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL déterminant les sanctions applicables en cas d'infraction aux prescriptions fixées en exécution de l'article 5 <i>quater</i> du règlement (CEE) n° 804/68 portant organisation commune des marchés dans le secteur du lait et des produits laitiers (<i>Mémorial A n° 9, 28 février 1985</i>).....	1026	Vie privée et données personnelles	
27 février 1976. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL fixant les sanctions pénales applicables aux infractions à la réglementation des Communautés européennes: 1. dans le secteur des fruits et légumes, des plantes vivantes et des produits de la floriculture; 2. dans le secteur des œufs, des œufs à couver et des poussins de volailles de basse-cour (<i>Mémorial A n° 12, 23 mars 1976</i>)	1027	11 août 1982. – LOI concernant la protection de la vie privée (<i>Mémorial A n° 86, 12 octobre 1982</i>)	1039
19 novembre 1974. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL fixant les sanctions pénales applicables aux infractions à la réglementation des Communautés européennes en matière viti-vinicole (<i>Mémorial A n° 78, 25 novembre 1974</i>)	1028	30 mai 2005. – LOI relative aux dispositions spécifiques de protection de la personne à l'égard du traitement des données à caractère personnel dans le secteur des communications électroniques et portant modification des articles 88-2 et 88-4 du Code d'instruction criminelle (<i>Mémorial A n° 73, 7 juin 2005</i>)	1040
9 août 1971. – LOI concernant l'exécution et la sanction des décisions et des directives ainsi que la sanction des règlements des Communautés européennes en matière économique, technique, agricole, forestière, sociale et en matière de transports (<i>Mémorial A n° 59, 6 septembre 1971; Rect. Mémorial A n° 83, 3 décembre 1971</i>)	1028	31 juillet 2006. – CODE du travail (<i>Mémorial A n° 149, 29 août 2006</i>).....	1047
Usage de faux nom		14 août 2000. – LOI relative au commerce électronique modifiant le code civil, le nouveau code de procédure civile, le code de commerce, le code pénal et transposant la directive 1999/93 du 13 décembre 1999 relative à un cadre communautaire pour les signatures électroniques, la directive 2000/31/CE du 8 juin 2000 relative à certains aspects juridiques des services de la société de l'information, certaines dispositions de la directive 97/7/CEE du 20 mai 1997 concernant la vente à distance des biens et des services autres que les services financiers «et les services de confiance» (<i>Loi du 17 juillet 2020</i>) (<i>Mémorial A n° 96, 8 septembre 2000</i>)	1048
16 juin 1879. – CODE pénal	1030	22 février 2018. – LOI relative à l'échange de données à caractère personnel et d'informations en matière policière et portant: 1) transposition de la décision-cadre 2006/960/JAI du Conseil du 18 décembre 2006 relative à la simplification de l'échange d'informations et de renseignements entre les services répressifs des États membres de l'Union européenne; 2) mise en œuvre de certaines dispositions de la décision 2008/615/JAI du Conseil du 23 juin 2008 relative à l'approfondissement de la coopération transfrontalière, notamment en vue de lutter contre le terrorisme et la criminalité transfrontalière (<i>Mémorial A n° 154, 1^{er} mars 2018</i>).....	1049
23 août 1794. – LOI du 6 fructidor an II portant qu'aucun citoyen ne pourra porter de nom ni de prénom autres que ceux exprimés dans son acte de naissance (<i>Mémorial A n° 44, 23 août 1794</i>)	1030		
Victimes d'infractions			
6 octobre 2009. – LOI renforçant le droit des victimes d'infractions pénales et portant modification – du Code d'instruction criminelle, – du Code pénal, – de la loi modifiée du 12 mars 1984 relative à l'indemnisation de certaines victimes de dommages corporels résultant d'une infraction et à la répression de l'insolvabilité frauduleuse, – de la loi modifiée du 16 juillet 1986 relative à certains modes d'exécution des peines privatives de liberté, – de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse (<i>Mémorial A n° 206, 19 octobre 2009; Rect. Mémorial A n° 57, 26 mars 2012</i>)	1031		

1^{er} août 2018. – LOI portant organisation de la Commission nationale pour la protection des données et mise en œuvre du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données), portant modification du Code du travail et de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État (*Mémorial A n° 686, 16 août 2018*) 1057

1^{er} août 2018. – LOI relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel en matière pénale ainsi qu'en matière de sécurité nationale et portant modification 1^o de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire; 2^o de la loi modifiée du 29 mai 1998 portant approbation de la Convention sur la base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne portant création d'un Office européen de police (Convention Europol), signée à Bruxelles, le 26 juillet 1995; 3^o de la loi du 20 décembre 2002 portant approbation - de la Convention établie sur base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne, sur l'emploi de l'informatique dans le domaine des douanes, signé à Bruxelles, le 26 juillet 1995; - de l'Accord relatif à l'application provisoire entre certains États membres de l'Union européenne de la Convention établie sur base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne, sur l'emploi de l'informatique dans le domaine des douanes, signé à Bruxelles, le 26 juillet 1995; 4^o de la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité; 5^o de la loi modifiée du 16 juin 2004 portant réorganisation du centre socio-éducatif de l'État; 6^o de la loi modifiée du 25 août 2006 relative aux procédures d'identification par empreintes génétiques en matière pénale et portant modification du Code d'instruction criminelle; 7^o de la loi du 24 juin 2008 ayant pour objet le contrôle des voyageurs dans les établissements d'hébergement; 8^o de la loi modifiée du 29 mars 2013 relative à l'organisation du casier judiciaire; 9^o de la loi modifiée du 19 décembre 2014 facilitant l'échange transfrontalier d'informations concernant les infractions en matière de sécurité routière; 10^o de la loi modifiée du 25 juillet 2015 portant création du système de contrôle et de sanction automatisés; 11^o de la loi du 5 juillet 2016 portant réorganisation du Service de renseignement de l'État; 12^o de la loi du 23 juillet 2016 portant mise en place d'un statut spécifique pour certaines données à caractère personnel traitées par le Service de renseignement de l'État; 13^o de la loi du 22 février 2018 relative à l'échange de données à caractère personnel et d'informations en matière policière; 14^o de la loi du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale; et 15^o de la loi du 18 juillet 2018 sur l'Inspection générale de la Police (*Mémorial A n° 689, 16 août 2018*) 1059

Violation de domicile

16 juin 1879. – CODE pénal..... 1074

11 juillet 1957. – LOI portant réglementation du camping (*Mémorial A n° 44, 23 juillet 1957*)..... 1075

Violence domestique

8 septembre 2003. – LOI sur la violence domestique portant modification 1) de la loi du 31 mai 1999 sur la police et l'inspection générale de la police; 2) du Code pénal; 3) du Code d'instruction criminelle; 4) du nouveau Code de procédure civile (*Mémorial A n° 148, 3 octobre 2003*)..... 1076

24 novembre 2003. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL relatif au Comité de coopération entre les professionnels dans le domaine de la lutte contre la violence (*Mémorial A n° 173, 9 décembre 2003*)..... 1077

DROITS PÉNAUX SPÉCIAUX

Code pénal militaire

17 octobre 1868. – CONSTITUTION coordonnée du Grand-Duché de Luxembourg (*Mémorial A n° 23, 22 octobre 1868*)..... 1079

31 décembre 1982. – LOI concernant la refonte du code pénal militaire (*Mémorial A n° 114, 31 décembre 1982*) 1079

29 avril 1983. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL fixant la date d'entrée en vigueur des dispositions de la loi du 31 décembre 1982 concernant la refonte du code pénal militaire (*Mémorial A n° 36, 17 mai 1983*)..... 1085

Code de procédure militaire

31 décembre 1982. – LOI concernant la refonte du code de procédure militaire (*Mémorial A n° 114, 31 décembre 1982*)..... 1086

Droit pénal maritime

9 novembre 1990. – LOI ayant pour objet la création d'un registre public maritime luxembourgeois (*Mémorial A n° 58, 12 novembre 1990*)..... 1093

14 avril 1992. – LOI instituant un code disciplinaire et pénal pour la marine (*Mémorial A n° 26, 30 avril 1992*) 1093

Délits ruraux et forestiers

26 février 1973. – LOI portant extension de la compétence des tribunaux de police en matière répressive (*Mémorial A n° 14, 12 mars 1973*) 1101

30 janvier 1951. – LOI ayant pour objet la protection des bois (*Mémorial A n° 7, 30 janvier 1951*)..... 1103

7 avril 1909. – LOI concernant la réorganisation de l'administration des eaux et forêts (*Mémorial A 27 mai 1909, n° 28*)..... 1104

12 mai 1905. – LOI concernant le défrichement des propriétés boisées (*Mémorial A 5 juin 1905, n° 30*) 1105

14 novembre 1849. – LOI sur le régime forestier (*Mémorial A n° 106, 28 décembre 1849*)..... 1106

22 septembre 1814. – ARRÊTÉ COMPLÉMENTAIRE du gouverneur général du Bas-Rhin relatif à la coupe de mai (<i>Mémorial A n° 6, 6 janvier 1814</i>).....	1106	25 février 1775. – ORDONNANCE du Conseil provincial pour la conservation des genêts dans la Province de Luxembourg.....	1118
1 ^{er} juin 1840. – ORDONNANCE ROYALE GRAND-DUCALE concernant l'organisation de la partie forestière (<i>Mémorial A n° 21, 1^{er} juin 1840</i>).....	1107	14 septembre 1617. – ÉDIT, ORDONNANCE ET RÈGLEMENT des Archiducs Albert et Isabelle sur le fait des Bois (<i>Mémorial A n° 1, 14 septembre 1617</i>).....	1118
6 février 1784. – ORDONNANCE sur la conservation des jardins, haies, enclos	1107	19 avril 1849. – ARRÊTÉ ROYAL GRAND-DUCAL concernant une convention conclue entre les Gouvernements du Grand-Duché et de la Prusse, pour la répression des délits forestiers, de chasse et de pêche, commis sur le territoire limitrophe des deux pays, signée à La Haye, le 9 février 1849 (<i>Mémorial A n° 49, 3 mai 1849</i>).....	1118
13 août 1669. – ORDONNANCE sur le fait des Eaux et Forêts (<i>Mémorial A n° 1, 1^{er} janvier 1669</i>)	1107	4 mai 1882. – ARRÊTÉ ROYAL GRAND-DUCAL approuvant la déclaration échangée le 15-19 avril 1882 entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Belgique au sujet de la répression des infractions en matière forestière, rurale, de chasse et de pêche (<i>Mémorial A n° 32, 10 mai 1882</i>)	1119
15-29 septembre 1791. – DÉCRET sur l'administration forestière (<i>Mémorial A n° 2, 2 janvier 1791</i>).....	1112		
28 septembre 1791. – DÉCRET concernant les biens et usages ruraux et la police rurale (<i>Mémorial A n° 3, 3 janvier 1791</i>).....	1112		